

## Pauvrophobie ou libéralophobie : cette voie alternative qui permettrait à la France de lutter contre la pauvreté en échappant à ses débats stériles



Emmanuel Macron présente son plan pauvreté le 13 septembre, quelque semaines après l'attaque de Benoît Hamon qui reprochait au gouvernement d'être "pauvrophobe".

Avec Nicolas Goetzmann
---------------------------

Avec Michel Ruimy
-------------------

**Atlantico : Alors qu'Emmanuel Macron présentera son plan pauvreté ce jeudi 13 septembre, Benoît Hamon a pu dénoncer un "gouvernement pauvrophobe" marquant ainsi la différence d'approche entre les deux personnalités. Derrière cette opposition entre ces deux candidats, pouvant symboliser "la mondialisation et l'ouverture" pour Emmanuel Macron et "la fin du mythe de la croissance" ou le revenu universel pour Benoît Hamon, pourrait-on imaginer une 3e voie intermédiaire ?**

**Nicolas Goetzmann :** Il existe en effet un écart suffisamment large entre ces deux visions économiques pour y voir la possibilité de faire émerger une vision alternative. La difficulté qui émane d'une telle opposition est qu'elle semble se résumer entre pro et anti, ce qui a tendance à obstruer la possibilité d'un débat sur ces questions. Cependant, concernant les enjeux qui préoccupent les sociétés occidentales, le constat peut être partagé par tous et repose sur deux faits principaux : le ralentissement de la croissance et la progression des inégalités.

Une vision alternative à Emmanuel Macron et Benoît Hamon serait de cesser de raisonner en termes de compétitivité tout en continuant d'épouser la mondialisation. Cette préoccupation constante de la compétitivité a conduit nos dirigeants politiques à mener une concurrence à leurs partenaires économiques essentiellement sur le terrain des coûts, ce qui a produit au fil des années une dégradation de la protection sociale dans un contexte de chômage élevé, et donc une pression à la baisse sur les salaires. Il est possible de considérer que la progression des inégalités découle largement de ce phénomène qui a été érigé en termes de mentalité. Dans une économie qui tourne au ralenti, les entreprises se trouvent confrontées à de faibles débouchés pour leurs ventes, et vont devoir trouver une alternative pour soigner leurs marges. Cette alternative a été celle de la "compétitivité" ou l'essentiel des ressources sont utilisées pour pouvoir produire moins cher que la concurrence, délocalisation, utilisation de contrats de travail précaire, externalisation des tâches, emploi d'indépendants etc...etc..

Le contrepied de cette approche serait de faire comprendre aux États que le meilleur moyen d'échapper à cette spirale négative n'est pas de se concentrer sur sa compétitivité mais sur la force de son marché intérieur. L'Europe, par exemple, a un marché intérieur dont le potentiel est inexploité pour le moment, la croissance est inférieure au potentiel du continent. C'est le cas de la consommation chinoise également, qui pourrait être plus forte qu'elle ne l'est aujourd'hui. Chine et Europe ont tous deux choisi une voie d'un marché

intérieur faible. Pour comprendre cette logique, il faut remonter quelques années en arrière, lorsque la Chine et d'autres pays émergents étaient perçus comme une promesse de l'ouverture de nouveaux marchés. À ce moment-là, les pays développés se sont lancés dans une concurrence, non pas avec les émergents, mais entre eux pour capter ces marchés. Cette concurrence s'est principalement construite au travers d'une guerre par les coûts, celle de la compétitivité. Le jeu était alors de faire pression sur les salaires à la baisse, ce qui peut être obtenu en tolérant un niveau de chômage plus élevé, et en détricotant progressivement les avantages que détenaient les salariés. L'ironie de l'histoire est que des pays comme la Chine n'ont pas eu une stratégie très différente, les débouchés n'ont pas toujours eu des résultats conformes aux espoirs que les occidentaux nourrissaient.

C'est cette version de la mondialisation qui doit prendre fin. Si chaque pays se concentre d'abord sur la force de son marché intérieur, il pourra déjà compter sur une source robuste de croissance, et sera moins vulnérable aux variations de ce qui se produit à l'étranger. Un marché intérieur fort serait également synonyme de plein emploi et de progression des salaires, ce qui est encore le meilleur moyen de lutter contre les inégalités. Enfin, les entreprises auront alors moins la possibilité de jouer sur les coûts salariaux puisqu'ils seront confrontés à un pouvoir de négociation bien plus fort de la part des salariés. La contrepartie étant que des salariés en emploi, et mieux payés, seront un support robuste de la croissance de ces mêmes entreprises. A la fin de la chaîne, et en considérant un avenir quelque peu utopique, les entreprises ne pourront alors se livrer concurrence que sur l'innovation, ce qui signifie nécessité d'investir. C'est un cercle vertueux ou chacun fait le maximum pour contribuer au mieux à la croissance mondiale. Pour ceux qui ne jouent pas le jeu, la mise en place de lourdes barrières protectionnistes pourrait être une option.

**Michel Ruimy** : Cela est possible sous certaines conditions. En effet, ni la mondialisation, ni la déstructuration du lien social, par exemple, ne s'arrêtent aux frontières nationales, même si chaque nation y retrouve ses spécificités. Face à ce constat, il est difficile aujourd'hui de continuer de défendre l'idée que le débat droite - gauche soit susceptible d'apporter des réponses aux questions qui se posent désormais aux sociétés contemporaines.

Le premier des mérites de cette troisième voie serait de lever des tabous. Or, les questions sont toujours là qui tourmentent élus, responsables, militants et électeurs, tous rétifs devant l'urgente nécessité d'un aggiornamento doctrinal.

Cette troisième voie doit plaider clairement pour une rénovation de la social-démocratie, et non pas pour un « après » des idéologies. Concrètement, elle doit dépasser le clivage entre la social-démocratie et le libéralisme et doit être considérée comme une clef de choix pour entrer de plain-pied dans les problèmes soulevés par les transformations à l'œuvre dans les sociétés contemporaines. Elle doit être favorable à la croissance, à l'entrepreneuriat, à l'entreprise et à la création de richesses mais également à une plus grande justice sociale et à un rôle plus important de l'Etat pour réduire les inégalités.

Emmanuel Macron et son parti La République En Marche sont, dans une certaine mesure, souvent considérés comme incarnant cette troisième voie, par leur rejet du clivage traditionnel gauche / droite et leur synthèse entre socialisme et libéralisme. Mais le problème reste entier. Cette troisième voie est-elle une nouvelle doctrine politique ? Un programme de gouvernement ou un simple gadget électoral ?

**Les enjeux qui ont pu être pointés du doigt par Benoît Hamon, lors de la dernière campagne électorale, notamment sur la question de automatisation et de la robotisation, laissent supposer que les difficultés seront de plus en plus importantes pour les personnes les moins formées, les moins éduquées. Quel serait ce modèle qui permettrait d'intégrer ces populations dans un projet économique commun ?**

**Nicolas Goetzmann** : La robotisation et l'automatisation ne sont pas réellement en cause dans les destructions d'emplois constatées ces dernières années. C'est la mondialisation qui en porte la plus lourde responsabilité. On peut voir que les pays les plus robotisés, comme le Japon ou la Corée, ne souffrent pas de ce problème. C'est donc bien sur la mondialisation qu'il faut agir. On peut tenter de réfléchir à de nombreux modèles pour intégrer l'ensemble de la population active sur le marché de l'emploi, mais il serait peut-être utile de se concentrer sur la base, c'est-à-dire sur la croissance et le plein emploi. D'une part, parce que l'on sait très bien comment y parvenir avec nos outils macroéconomiques, et d'autre part, parce que tenter une nouvelle solution sera toujours l'occasion de ne pas mettre en œuvre la première. Essayons ce qui marche. Les Etats-Unis sont dans une situation d'économie à "haute pression", le Japon a un taux de chômage inférieur à 3%, et de tels résultats sont obtenus avec des outils classiques. Si l'Europe mettait en place une telle stratégie, elle bénéficierait en plus d'un Etat providence plus développé qui serait plus efficace pour lutter contre les inégalités qui pourraient persister, même dans un tel régime.

**Michel Ruimy** : Aujourd'hui, les évolutions technologiques transforment rapidement le monde du travail et pas uniquement. C'est pourquoi, il convient d'être, tous, agile c'est-à-dire de pouvoir s'adapter aux mutations de notre proche environnement. Cela passe, au-delà des connaissances, par une posture ou une attitude qui nous oblige à nous remettre en question, à « se prendre en main »... avec l'aide de l'Etat. En effet, la crise mondiale de 2007 - 2008 et ses conséquences ont remis l'Etat au centre du jeu en tant qu'entité régulatrice de l'économie et de la finance. Elle a souligné que la Société n'a pas besoin de « moins d'Etat » mais d'un « Etat intelligent ».

Le modèle de cette troisième voie consisterait, dans le contexte actuel, d'être pragmatique au plan économique. Cela passe, pour les personnalités de gauche, à adapter au mieux le discours socialiste à l'économie de marché. Même la Chine est passée à une « Économie socialiste de marché » qui essaie de rendre compatibles les principes hérités de la collectivisation de l'économie mise en place depuis 1949 et ceux du capitalisme. Un « grand écart » idéologique ! Il s'agit, en réalité, d'une économie capitaliste étatisée et bureaucratisée.

La mise en pratique de cette politique doit conduire à favoriser le développement technologique, le capital humain et la croissance économique mais surtout à mettre en place des mécanismes de redistribution qui perturbent le moins possible le fonctionnement économique. Cela est possible. Wim Kok, Premier ministre des Pays-Bas de 1994 à 2002, menait une politique dite de troisième voie avec son gouvernement de coalition « violette ». En tant qu'investigateur du « modèle du polder », Kok a réussi à ramener dans son pays la croissance économique.

Au-delà de l'idée que cela donnera au patronat un poids accru sur la gestion des affaires publiques voire sur la politique gouvernementale, ce schéma doit s'appuyer, dans une certaine mesure, sur le secteur privé pour gérer l'économie. N'oublions pas qu'alors que ses principaux partenaires menaient une libéralisation de l'économie, la France des années 1980 avait choisi un

---

gouvernement prônant une place importante de l'Etat dans l'économie. La realpolitik l'a fait changer de modèle. Aujourd'hui, accompagnons le mouvement en sauvegardant le mieux possible notre modèle social.

Certes, en dépit d'une amélioration de l'environnement économique, ceci risque de créer une forte augmentation des inégalités sociales. Le traitement du problème du chômage soulève déjà des réserves. L'injonction de responsabilité faite aux chômeurs risque d'aboutir à soulager la collectivité du soutien aux individus les plus fragiles... avec le risque d'exclure plus encore, ceux qui auraient échoué à se prendre en charge. L'économie prime aujourd'hui sur le politique.

Quelles seraient les difficultés d'ordre politique qui pourraient s'opposer à la constitution d'une telle "3e voie" ?

**Michel Ruimy** : Aujourd'hui, les évolutions technologiques transforment rapidement le monde du travail et pas uniquement. C'est pourquoi, il convient d'être, tous, agile c'est-à-dire de pouvoir s'adapter aux mutations de notre proche environnement. Cela passe, au-delà des connaissances, par une posture ou une attitude qui nous oblige à nous remettre en question, à « se prendre en main »... avec l'aide de l'Etat. En effet, la crise mondiale de 2007 - 2008 et ses conséquences ont remis l'Etat au centre du jeu en tant qu'entité régulatrice de l'économie et de la finance. Elle a souligné que la Société n'a pas besoin de « moins d'Etat » mais d'un « Etat intelligent ».

Le modèle de cette troisième voie consisterait, dans le contexte actuel, d'être pragmatique au plan économique. Cela passe, pour les personnalités de gauche, à adapter au mieux le discours socialiste à l'économie de marché. Même la Chine est passée à une « Économie socialiste de marché » qui essaie de rendre compatibles les principes hérités de la collectivisation de l'économie mise en place depuis 1949 et ceux du capitalisme. Un « grand écart » idéologique ! Il s'agit, en réalité, d'une économie capitaliste étatisée et bureaucratisée.

La mise en pratique de cette politique doit conduire à favoriser le développement technologique, le capital humain et la croissance économique mais surtout à mettre en place des mécanismes de redistribution qui perturbent le moins possible le fonctionnement économique. Cela est possible. Wim Kok, Premier ministre des Pays-Bas de 1994 à 2002, menait une politique dite de troisième voie avec son gouvernement de coalition « violette ». En tant qu'investigateur du « modèle du polder », Kok a réussi à ramener dans son pays la croissance économique.

Au-delà de l'idée que cela donnera au patronat un poids accru sur la gestion des affaires publiques voire sur la politique gouvernementale, ce schéma doit s'appuyer, dans une certaine mesure, sur le secteur privé pour gérer l'économie. N'oublions pas qu'alors que ses principaux partenaires menaient une libéralisation de l'économie, la France des années 1980 avait choisi un gouvernement prônant une place importante de l'Etat dans l'économie. La realpolitik l'a fait changer de modèle. Aujourd'hui, accompagnons le mouvement en sauvegardant le mieux possible notre modèle social.

Certes, en dépit d'une amélioration de l'environnement économique, ceci risque de créer une forte augmentation des inégalités sociales. Le traitement du problème du chômage soulève déjà des réserves. L'injonction de responsabilité faite aux chômeurs risque d'aboutir à soulager la collectivité du soutien aux individus les plus fragiles... avec le risque d'exclure plus encore, ceux qui auraient échoué à se prendre en charge. L'économie prime aujourd'hui sur le politique.

**Nicolas Goetzmann** : Les pays qui ont le plus à faire pour se conformer à une mondialisation plus équitable et plus saine pour tout le monde sont la Chine, l'Allemagne, le Japon, ou encore la Corée. Ces pays doivent faire en sorte que leurs salariés soient mieux payés pour pouvoir rétablir une forme d'équilibre de leur situation avec les autres pays. C'est donc sur ces pays que les instances internationales devraient mettre la pression. On peut quand même se rendre compte que c'est plus ou moins ce que fait Donald Trump, mais il le fait malheureusement avec une stratégie bancal. Au lieu de demander à ces pays de mieux payer leurs salariés, il leur demande d'importer plus en provenance des Etats-Unis sous menace de sanctions. Cette stratégie n'est pas la bonne parce qu'elle ne change pas la cause du problème, c'est-à-dire la sous consommation de ces pays induite par des salaires trop bas par rapport à ce qu'ils devraient être.